
ÉDITORIAL

RATIONALISER, OUI, MAIS AVEC RAISON

La rumeur s'en répandait depuis quelques mois dans les facultés, la presse commence à s'en faire l'écho : le ministre de l'Enseignement supérieur, M. William Ancion, a demandé au Conseil des recteurs francophones et à un comité d'experts indépendants de plancher sur un projet de rationalisation de l'offre universitaire en Communauté française.

Les trois niveaux de l'enseignement universitaire — premier, deuxième et troisième cycles — seraient concernés : des candidatures plus polyvalentes, des licences plus spécialisées selon les universités, des filières de troisième cycle à la fois plus pointues et ouvertes à une organisation interuniversitaire. Le tout à l'intérieur d'une enveloppe budgétaire qui pourrait, si des perspectives cohérentes se dessinent dans ce cadre, être gonflée de quelques moyens supplémentaires, notamment au profit des troisièmes cycles, jusqu'ici peu ou pas financés.

Sans préjuger du contenu des réflexions qui s'engagent et des décisions qui en sortiront, ce projet de restructuration appelle quelques remarques de fond.

Comme tout univers social, le monde universitaire vise à sa propre reproduction et protège jalousement (et avec raison, faut-il le souligner ?) les limites à l'intérieur desquelles se définissent à la fois son identité et son autonomie. L'espace où se distribuent les universités en Communauté française est le résultat d'une histoire, dont chacune est comptable et dont la structure comme la philosophie de ses enseignements portent les marques. Autant dire que les transformations qui s'annoncent se heurteront, ici ou là, à bien des résistances et à bien des conservatismes. Autant dire également que ces obstacles ne seront surmontés que si les

décisions émanent d'une concertation entre tous les acteurs concernés et que si chacun d'eux y trouve son compte.

À cet égard, on ne peut que se réjouir de l'esprit d'ouverture dans lequel le Ministre entend que les débats soient conduits et, en particulier, de la louable initiative qu'il a prise de confier, pour ce dossier si délicat, une mission d'information à deux pro-recteurs, le père Berleur des Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur et le Pr Arthur Bodson de l'université de Liège, dont la haute expérience, la compétence et la liberté de réflexion seront les garantes d'une vision sereine et constructive de l'avenir.

On peut accueillir avec la même satisfaction le fait que la rationalisation qui se profile ne soit pas guidée, comme trop souvent dans le passé, uniquement par d'étroites préoccupations budgétaires. Chacun en est conscient : c'est dans le développement de troisièmes cycles de pointe, qui ne soient pas faits d'un montage plus ou moins bricolé de cours improvisés ou simplement empruntés à d'autres cycles, que les universités parviendront à remplir au mieux la double mission qui leur incombe de former des étudiants de haut niveau et de dynamiser, par l'excellence du savoir et du savoir-faire, le développement économique de leur région. Que le financement des doctorats, de l'agrégation et des cursus complémentaires vienne enfin à l'ordre du jour serait un pas décisif dans cette direction.

L'excellence n'est pas un simple mot d'ordre ni un credo : elle est un enjeu. Et cet enjeu, avec les efforts qu'il exige, a son prix. Il semble, et c'est heureux, que cette évidence commence à faire son chemin dans les esprits.

La Rédaction